

Entendez-nous Monsieur le Président !

- 21 déc. 2017
- Par La Cimade
- Blog : Le blog de La Cimade

Alors que les associations sont « consultées » sur les questions d’asile et de migrations ce 21 décembre 2017 après-midi par le Premier ministre, La Cimade a choisi d’interpeller le Président de la République sur l’une de ses promesses.

La fin de l’année approche, Geneviève Jacques, présidente de La Cimade, rappelle dans un message vidéo adressé au président Emmanuel Macron, que contrairement à sa déclaration du 27 juillet à Orléans, des personnes migrantes dorment encore dans les rues et dans les bois. Depuis, rien n'a été fait par le gouvernement pour proposer des solutions d’hébergement, notamment à Paris ou à Grande-Synthe où ces images ont été filmées ces derniers jours. Bien au contraire, deux circulaires ont été publiées, elles remettent en cause l'accueil inconditionnel des personnes dans les centres d'hébergement d'urgence, principe fondamental de l'action sociale. Elles engagent l'État dans le tri des personnes migrantes.

La Cimade invite le Gouvernement et le Président de la République à respecter l’engagement pris en juillet dernier, et mettre un terme à toutes les décisions en cours qui violent massivement les droits des personnes en migration et en quête de protection par la France. Une autre politique migratoire basée sur l'accueil, la solidarité et l'hospitalité est attendue.

Verbatim du message adressé par Geneviève Jacques, présidente de La Cimade :

Monsieur le Président,

Le 27 juillet vous avez déclaré : « *Je ne veux plus avoir, d'ici la fin de l'année, des femmes et des hommes qui vivent dans les bois, dans les rues, perdus. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité* ».

Nous sommes à la fin de l’année.

Regardez ces images : des centaines, des milliers d'exilés vivent et dorment encore dans les rues et dans les bois. Parce qu'il n'y a pas assez d'abris pour eux et aussi parce que les pouvoirs publics ne veulent pas les accueillir en France.

Où est la dignité ? Quand des exilés sont harcelés par les forces de l'ordre qui détruisent leurs abris et leurs couvertures, aggravant les situations de souffrance et d'errance.

Où est l'humanité ? Quand des centres d'hébergement d'urgence sont transformés en lieux de fichage et de triage entre ceux qui seraient « accueillables » et ceux qui seraient « jetables », c'est à dire voués à l'expulsion vers des pays qu'ils viennent de fuir.

Le refus des acteurs associatifs de coopérer à des dispositifs qui lient l'hébergement à l'éloignement forcé n'est pas une posture Monsieur le Président.

C'est l'expression d'un très sérieux malaise devant les conséquences inhumaines de la politique migratoire menée en votre nom.

Cessez de taxer d'angélisme ou de naïveté des associations ou des citoyens qui se mobilisent partout en France par solidarité et qui réclament une politique digne de ce nom, une politique d'accueil à la hauteur des défis migratoires d'aujourd'hui.

Pour eux, pour nous, c'est une question de dignité, c'est une question d'humanité, c'est un enjeu de choix de société.

Entendez-nous Monsieur le Président !

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.